

APERCU GENERAL DES PROBLEMES DISCUTES

Avant de présenter un résumé de la discussion de certains problèmes, il n'est pas inutile de rappeler les questions indicatives qui avaient été posées aux participants avant le séminaire du 22 Février 1978.

Ces questions étaient les suivantes :

ANALYSE DE LA SITUATION PASSEE ET ACTUELLE

- Quelles sont les situations de non saturation foncière et celle au contraire où il existe un "blocage foncier" : conséquences sur les défrichements et la durée de la jachère.
- Peut-on dire que l'économie de plantation repose sur une occupation maximale du terrain, sans souci d'intensification ?
- Qui sont les bénéficiaires ou non bénéficiaires de l'accès à la terre ? Peut-on parler de "marché" foncier ?
- Quelles sont les "stratégies" des différents agents (grands et petits planteurs, autochtones ou allochtones, jeunes ou âgés, notabilités, SOPE, etc...).

CONSEQUENCES ET PROSPECTIVES

- Quelles stratégies l'Etat peut-il mettre en oeuvre pour atteindre les différents objectifs du Plan : limiter le gaspillage actuel de forêts tout en atteignant les autres objectifs d'accroissement et de diversification des productions, d'accroissement du revenu des paysans, de limitation de l'exode agricole, etc...
- Existe-t-il des stratégies d'intensification et de stabilisation des cultures ? Ont-elles des chances d'être efficaces, à quelles conditions ?
- La mécanisation est-elle susceptible d'augmenter ou de réduire l'emprise foncière ?
- Faut-il déclasser ou au contraire reclasser des forêts ?
- Statut foncier du sol ? cadastrage ?

Lors de la réunion sept documents écrits ont été présentés. Il est bon de souligner le fait que, les chercheurs provenant d'horizons assez différents, les approches contenues dans les différentes communications sont assez variées.

On y trouve des démarches de caractère plutôt microéconomique (AFFOU, GASTELLU) ou plutôt macroéconomiques (ANCEY et MARTINET).

Certaines études ont un caractère régional nettement marqué (KINDO, AFFOU, GASTELLU, LENA, OUTTA) alors que d'autres (de LA VAISSIERE, ANCEY, MARTINET) prétendent avoir une portée plus générale.

Certaines ont des préoccupations historiques assez nettes. (AFFOU, OUATTA, GASTELLU) alors que les autres s'intéressent principalement à la situation actuelle (de LA VAISSIERE, ANCEY, LENA).

A des approches relativement techniques (de LA VAISSIERE, ANCEY) s'opposent des études à contenu plus global et "anthropologique" (GASTELLU, KINDO, AFFOU, etc...).

Evidemment ces divisions sont très simplificatrices et elles servent seulement à "baliser" la lecture des documents.

Après la présentation orale des communications, une discussion générale s'est ouverte sur les principaux problèmes qui ont été dégagés des interventions.

On peut résumer, d'une manière parfois un peu schématique, le contenu des discussions autour des points suivants :

.../.

A.- COMPLEMENTARITE OU CONCURRENCE ENTRE CULTURES PERENNES ET CULTURES VIVRIERES

Une discussion s'est ouverte sur un point soulevé par Mr GASTELLU selon lequel "les plantations arbustives et les cultures vivrières sont indissociables, et c'est là que réside le moteur de l'économie de plantation".

Ce problème se situe à trois niveaux : parcelles, exploitations, village ou région.

Il est certain que lors des premières années de plantation du café et du cacao, il y a surtout complémentarité au niveau de la parcelle (cultures associées café/cacao-vivriers) et cette complémentarité est très intéressante pour le planteur car elle lui permet à la fois de se nourrir et d'étendre sa plantation. Mais cette complémentarité cesse au moment où la culture pérenne élimine, en général, les cultures vivrières.

Une solution consiste alors, au sein d'une même exploitation de séparer les champs vivriers des champs de cultures pérennes, mais alors il y a davantage de concurrence entre les cultures pérennes et les cultures vivrières au niveau de l'emploi des ressources (terre, travail, etc...). Très souvent cependant une certaine complémentarité s'établit au niveau de la division du travail entre sexes : aux femmes les cultures vivrières, aux hommes les cultures de café et de cacao.

Cependant les grandes exploitations du Moronou ont tendance à abandonner les cultures vivrières, faute de terrain et de main d'oeuvre, elle-même occupée sur les plantations. Il était sans doute plus intéressant pour elles de s'approvisionner auprès d'autres paysans, généralement allochtones, pour les vivriers. Mais ces grandes exploitations sont menacées du fait de la raréfaction des terres et de la main d'oeuvre et de l'augmentation récente du prix des vivriers. Dans ce cas la complémentarité entre cultures pérennes et cultures vivrières s'effectue, non pas au sein de l'exploitation, mais entre exploitations d'un même village ou d'une même région.

S'il est vrai de dire que l'extension de l'économie de plantation est basée sur la disponibilité de forêts et les cultures conjointes pérennes et vivrières, il n'est pas dit qu'en absence de nouvelles forêts, l'économie de plantation soit condamnée à disparaître ; elle peut s'adapter à ce nouveau contexte en adaptant de nouvelles stratégies : intensification, recherche de complémentarités entre champs de cultures pérennes ou de cultures vivrières ou bien entre exploitations spécialisées dans les cultures pérennes ou les cultures vivrières.

B.- FACTEURS AGRONOMIQUES DE FERTILITE, EPUISEMENT ET REGENERATION DES SOLS ET DES PLANTATIONS

Le document de M. GASTELLU soulève ce problème. M. de LA VAISSIERE fait remarquer qu'il faut distinguer entre épuisement de la plantation, effectif par vieillissement, et épuisement des sols : ce dernier semble problématique, car si le rendement est faible (cas général), les exportations d'éléments fertilisants sont faibles et l'épuisement du sol devrait être faible aussi.

Cela dit, il serait possible d'apporter des doses de fumure pour améliorer la fertilité des sols, mais les agronomes admettent généralement (peut-être à tort dans le long terme) que d'autres techniques culturales sont prioritaires (traitements phytosanitaires, bon entretien de la plantation) La SATMACI elle-même ne préconise que de façon accessoire la fertilisation. Le problème de la prise en charge des engrais par l'Etat est posé ; cependant les planteurs de café et de cacao n'ont-ils pas la possibilité de financer eux-mêmes ces engrais ?

Mr ANCEY fait remarquer que les associations culturales ont généralement un effet bénéfique sur le parasitisme, la fertilité et entraînent une économie appréciable de terre et main d'oeuvre.

C.- MOTIVATION DES PLANTEURS A ACQUERIR DE GRANDS DOMAINES

Ce peut-être :

- un signe de richesse
- la constitution d'un capital (M. LENA pour le Sud-Ouest)
- un moyen de lutte contre une éventuelle expropriation (M. KINDO)
- satisfaction des besoins immédiats (alimentation et revenu monétaire)
- sécurité pour la progéniture.

D.- MODALITES D'ACCES A LA TERRE POUR LES ETRANGERS

En travaillant en tant qu'ouvriers pendant 3 à 5 ans chez un chef de terre autochtone, l'étranger obtient en don une parcelle de forêt qu'il peut exploiter à son profit. Il devient ainsi propriétaire au même titre que les autochtones et peut laisser en héritage sa plantation à d'autres parents étrangers (M. OUATTA).

Le processus se généralisant et s'intensifiant, il s'ensuit une véritable concurrence du point de vue de l'accès à la terre et aussi de l'accès à la main d'oeuvre, car il est plus facile pour un planteur étranger d'avoir de la main d'oeuvre étrangère que pour un originaire.

E.- TRANSMISSION DES PLANTATIONS, SUCCESSIONS, AVENIR DES EXPLOITATIONS

Dans le système traditionnel Agni (droit coutumier), la succession était matrilineaire : le neveu héritait du père (ou, ce qui est pareil, le fils de l'oncle). Aujourd'hui, avec l'existence du code civil, la succession est directe de père à fils. Alors, se pose un problème : comment transmettre au fils les terres héritées de l'oncle ?

Autre problème : le planteur en général, travaille avec sa mère, ses soeurs et ses enfants. Comment faire un partage équitable ?

Il semble qu'une solution ait été trouvée dans une coexistence de deux systèmes : D'une part les plantations créées par le père lui-même reviennent souvent aux fils. D'autre part les plantations déjà héritées de façon coutumière sont transmises de façon coutumière, généralement aux neveux.

Second aspect : les zones à très grandes plantations sont aussi des zones à fort taux de scolarisation, qui signifie à plus ou moins long terme exode rural. Alors, qui succèdera aux planteurs ? L'absentéisme de certains planteurs présente une forte probabilité d'échec des plantations.

Plus généralement, vers quel type d'économie de plantation évoluons-nous ?

Va-t-on vers de grandes exploitations, sans doute mécanisées, avec salariat, en raison du manque de main d'oeuvre ? Celles-ci seraient tenues par une "bourgeoisie rurale".

Ou bien va-t-on vers une généralisation du système de métayage en raison de la pénurie de main d'oeuvre. Cependant le métayage n'est pas favorable à l'intensification et apparait de ce fait "régressif".

F.- ACTIONS ET REMEDES

Il s'est dégagé deux voies d'approches concernant les actions et remèdes possibles.

1°) Une approche, de type autoritaire, consisterait à classer le maximum de forêts disponibles et à prendre des mesures très sévères vis-à-vis des contrevenants : déguerpissage, peines de prison, amendes beaucoup plus lourdes, arrachage des plantations dans les forêts classées, etc... Mais un certain scepticisme s'est manifesté sur l'efficacité de telles mesures dans le contexte ivoirien, où les pieds de café et de cacao sont protégés, où les esprits ne sont peut-être pas préparés à cela. En outre, les rapports de force entre différents agents économiques étant souvent inégaux l'application de telles mesures risque de se faire aussi de façon inégale. Enfin cela demandait des moyens de contrôle importants.

Une autre stratégie plus incitative pourrait être mise en oeuvre, consistant plutôt en un "aménagement de l'espace" (voir document de Mr LENA):

- * éviter le déboisement total
- laisser boisées les pentes supérieures à 10-12 % et les sommets de buttes
- laisser des haies entre les parcelles
- compenser le manque à gagner en surface par une intensification de la surface cultivée.

Mais de toute façon, il faudrait attacher à cette stratégie des moyens importants en animation et en encadrement des planteurs.

Il reste à mettre au point des systèmes de productions intensifiés et stabilisés, sans tomber toutefois dans le piège de modèles uniformes, technocratiques et rigides. Si les modes d'intensification possibles sont assez bien définis sur les cultures pérennes, presque tout reste à faire sur les cultures vivrières.

Ces deux stratégies, l'une autoritaire et l'autre incitative, ne sont pas forcément exclusives l'une de l'autre même s'il est tout à la fois difficile d'imaginer des solutions non autoritaires et de faire respecter des mesures autoritaires.

P. de LA VAISSIERE

M. SILUE